

Protocole pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental¹

Conclu à Rome le 10 mars 1988

Approuvé par l'Assemblée fédérale le 28 septembre 1992²

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 12 mars 1993

Entré en vigueur pour la Suisse le 10 juin 1993

(Etat le 28 juillet 2010)

Les Etats Parties au présent Protocole,

étant parties à la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime³

reconnaissant que les raisons pour lesquelles la Convention a été élaborée s'appliquent également aux plates-formes fixes situées sur le plateau continental,

tenant compte des dispositions de ladite Convention,

affirmant que les questions qui ne sont pas réglées par le présent Protocole continueront d'être régies par les règles et principes du droit international général,

sont convenus de ce qui suit:

Art. 1

1. Les dispositions des art. 5 et 7 et celles des art. 10 à 16 de la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (ci-après dénommée «la Convention») s'appliquent également mutatis mutandis aux infractions prévues à l'art. 2 du présent Protocole lorsque ces infractions sont commises à bord ou à l'encontre de plates-formes fixes situées sur le plateau continental.

2. Dans les cas où le présent Protocole n'est pas applicable conformément au par. 1, ses dispositions sont toutefois applicables si l'auteur ou l'auteur présumé de l'infraction est découvert sur le territoire d'un Etat Partie autre que l'Etat dans les eaux intérieures ou dans la mer territoriale duquel la plate-forme fixe est située.

3. Aux fins du présent Protocole, «plate-forme fixe» désigne une île artificielle, une installation ou un ouvrage attaché en permanence au fond de la mer aux fins de l'exploration ou de l'exploitation de ressources ou à d'autres fins économiques.

RO 1993 1923; FF 1992 II 1533

¹ Voir aussi le prot. de 2005 du 14 oct. 2005 (RS 0.747.711.1).

² Art. 1 al. 1 let. b de l'AF du 28 sept. 1992 (RO 1993 1909).

³ RS 0.747.71

Art. 2

1. Commet une infraction pénale toute personne qui, illicitement et intentionnellement:

- a) s'empare d'une plate-forme fixe ou en exerce le contrôle par violence ou menace de violence; ou
- b) accomplit un acte de violence à l'encontre d'une personne se trouvant à bord d'une plate-forme fixe, si cet acte est de nature à compromettre la sécurité de la plate-forme; ou
- c) détruit une plate-forme fixe ou lui cause des dommages qui sont de nature à compromettre sa sécurité; ou
- d) place ou fait placer sur une plate-forme fixe, par quelque moyen que ce soit, un dispositif ou une substance propre à détruire la plate-forme fixe ou de nature à compromettre sa sécurité; ou
- e) blesse ou tue toute personne, lorsque ces faits présentent un lien de connexité avec l'une des infractions prévues aux al. a) à d), que celle-ci ait été commise ou tentée.

2. Commet également une infraction pénale toute personne qui:

- a) tente de commettre l'une des infractions prévues au paragraphe 1; ou
- b) incite une autre personne à commettre l'une de ces infractions, si l'infraction est effectivement commise, ou est de toute autre manière le complice de la personne qui commet une telle infraction; ou
- c) menace de commettre l'une quelconque des infractions prévues aux al. b) et c) du par. 1, si cette menace est de nature à compromettre la sécurité de la plate-forme fixe, ladite menace étant ou non assortie, selon la législation nationale, d'une condition visant à contraindre une personne physique ou morale à accomplir ou à s'abstenir d'accomplir un acte quelconque.

Art. 3

1. Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'art. 2 quand l'infraction est commise:

- a) à l'encontre ou à bord d'une plate-forme fixe alors qu'elle se trouve sur le plateau continental de cet Etat; ou
- b) par un ressortissant de cet Etat.

2. Un Etat Partie peut également établir sa compétence aux fins de connaître de l'une quelconque de ces infractions:

- a) lorsqu'elle est commise par une personne apatride qui a sa résidence habituelle dans cet Etat;

- b) lorsque, au cours de sa perpétration, un ressortissant de cet Etat est retenu, menacé, blessé ou tué; ou
 - c) lorsqu'elle est commise dans le but de contraindre cet Etat à accomplir un acte quelconque ou à s'en abstenir.
3. Tout Etat Partie qui a établi sa compétence pur les cas visés au par. 2 le notifie au Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (dénommé ci-après «le Secrétaire général»). Si ledit Etat Partie abroge ensuite cette législation, il le notifie au Secrétaire général.
4. Tout Etat Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions prévues à l'art. 2 dans les cas où l'auteur présumé de l'infraction se trouve sur son territoire et où il ne l'extrade pas vers l'un quelconque des Etats Parties qui ont établi leur compétence conformément aux par. 1 et 2 du présent article.
5. Le présent Protocole n'écarte aucune compétence pénale exercée conformément à la législation nationale.

Art. 4

Aucune disposition du présent Protocole n'affecte de quelque façon que ce soit les règles du droit international concernant les plates-formes fixes situées sur le plateau continental.

Art. 5

1. Le présent Protocole est ouvert le 10 mars 1988 à Rome et, du 14 mars 1988 au 9 mars 1989, au Siège de l'Organisation maritime internationale (dénommée ci-après «l'Organisation»), à la signature de tout Etat qui a signé la Convention. Il reste ensuite ouvert à l'adhésion.
2. Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par le présent Protocole par:
 - a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
 - b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - c) adhésion.
3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.
4. Seul un Etat qui a signé la Convention sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation ou qui a ratifié, accepté, approuvé la Convention ou y a adhéré, peut devenir Partie au présent Protocole.

Art. 6

1. Le présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle les trois Etats ont, soit signé le Protocole sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Toutefois, le présent Protocole ne peut entrer en vigueur avant l'entrée en vigueur de la Convention.
2. Pour un Etat qui dépose un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Protocole ou d'adhésion à celui-ci après que les conditions régissant son entrée en vigueur ont été remplies, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion prend effet quatre-vingt-dix jours après la date du dépôt.

Art. 7

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'un quelconque des Etats Parties à tout moment après l'expiration d'une période de un an à compter de la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur à l'égard de cet Etat.
2. La dénonciation s'effectue au moyen du dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.
3. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général a reçu l'instrument de dénonciation ou à l'expiration de tout délai plus long énoncé dans cet instrument.
4. Une dénonciation de la Convention par un Etat Partie est réputée être une dénonciation du présent Protocole par cette Partie.

Art. 8

1. Une conférence peut être convoquée par l'Organisation en vue de réviser ou de modifier le présent Protocole.
2. Le Secrétaire général convoque une conférence des Etats Parties au présent Protocole pour réviser ou modifier le Protocole, à la demande d'un tiers des Etats Parties ou de cinq Etats Parties, si ce dernier chiffre est plus élevé.
3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement au présent Protocole est réputé s'appliquer au Protocole tel que modifié.

Art. 9

1. Le présent Protocole est déposé auprès du Secrétaire général.
2. Le Secrétaire général:
 - a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré ainsi que tous les Membres de l'Organisation:
 - i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;

- ii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
 - iv) de la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu du présent Protocole ou de la Convention, concernant le présent Protocole;
- b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats qui l'ont signé ou qui y ont adhéré.
3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, une copie certifiée conforme en est transmise par le Dépositaire au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistrée et publiée conformément à l'art. 102 de la Charte des Nations Unies⁴.

Art. 10

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

Fait à Rome ce dix mars mil neuf cent quatre-vingt-huit.

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 4 mai 2010⁵

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) | Entrée en vigueur |
|-----------------------|------------------------------|---------------------------|
| Afghanistan | 23 septembre 2003 A | 22 décembre 2003 |
| Afrique du Sud | 8 juillet 2005 A | 6 octobre 2005 |
| Albanie | 19 juin 2002 A | 17 septembre 2002 |
| Allemagne | 6 novembre 1990 A | 1 ^{er} mars 1992 |
| Antigua-et-Barbuda | 12 octobre 2009 A | 10 janvier 2010 |
| Argentine | 26 novembre 2003 | 24 février 2004 |
| Arménie | 8 juin 2005 A | 6 septembre 2005 |
| Australie | 19 février 1993 A | 20 mai 1993 |
| Autriche | 28 décembre 1989 A | 1 ^{er} mars 1992 |
| Azerbaïdjan | 26 janvier 2004 A | 25 avril 2004 |
| Bahamas | 25 octobre 2005 | 23 janvier 2006 |
| Bahreïn | 21 octobre 2005 A | 19 janvier 2006 |
| Bangladesh | 9 juin 2005 A | 7 septembre 2005 |
| Barbade | 6 mai 1994 A | 4 août 1994 |
| Bélarus | 4 décembre 2002 A | 4 mars 2003 |
| Belgique | 11 avril 2005 | 10 juillet 2005 |
| Bolivie | 13 février 2002 A | 14 mai 2002 |
| Bosnie et Herzégovine | 28 juillet 2003 A | 26 octobre 2003 |
| Botswana | 14 septembre 2000 A | 13 décembre 2000 |
| Brésil* | 25 octobre 2005 | 23 janvier 2006 |
| Brunéi | 4 décembre 2003 | 3 mars 2004 |
| Bulgarie | 8 juillet 1999 | 6 octobre 1999 |
| Burkina Faso | 15 janvier 2004 A | 14 avril 2004 |
| Canada | 18 juin 1993 | 16 septembre 1993 |
| Cap-Vert | 3 janvier 2003 A | 3 avril 2003 |
| Chili | 22 avril 1994 | 21 juillet 1994 |
| Chine* | 20 août 1991 | 1 ^{er} mars 1992 |
| Chypre | 2 février 2000 A | 2 mai 2000 |
| Comores | 6 mars 2008 A | 4 juin 2008 |
| Corée (Sud) | 10 juin 2003 | 8 septembre 2003 |
| Costa Rica | 25 mars 2003 | 23 juin 2003 |
| Croatie | 18 mars 2005 A | 16 novembre 2005 |
| Cuba* | 20 novembre 2001 A | 18 février 2002 |
| Danemark* | 25 août 1995 | 23 novembre 1995 |
| Djibouti | 9 juin 2004 A | 7 septembre 2004 |
| Dominique | 12 octobre 2004 A | 10 janvier 2005 |
| Egypte* | 8 janvier 1993 | 8 avril 1993 |
| El Salvador | 7 décembre 2000 A | 7 mars 2001 |
| Emirats arabes unis* | 15 septembre 2005 A | 14 décembre 2005 |

⁵ RO 1993 1928, 2002 3839, 2004 2755, 2005 4441, 2008 101 et 2010 2297.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (<http://www.dfae.admin.ch/traites>).

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) | | Entrée en vigueur | |
|--------------------|------------------------------|--------|--------------------------|------|
| Equateur | 10 mars | 2003 A | 8 juin | 2003 |
| Espagne | 7 juillet | 1989 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Estonie | 28 janvier | 2004 A | 27 avril | 2004 |
| Etats-Unis | 6 décembre | 1994 | 6 mars | 1995 |
| Fidji | 21 mai | 2008 A | 19 août | 2008 |
| Finlande | 28 avril | 2000 A | 27 juillet | 2000 |
| France* | 2 décembre | 1991 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Ghana | 1 ^{er} novembre | 2002 A | 30 janvier | 2003 |
| Grèce | 11 juin | 1993 | 9 septembre | 1993 |
| Grenade | 9 janvier | 2002 A | 9 avril | 2002 |
| Guinée | 1 ^{er} février | 2005 A | 2 mai | 2005 |
| Guinée équatoriale | 14 janvier | 2004 A | 13 avril | 2004 |
| Guinée-Bissau | 14 octobre | 2008 A | 12 janvier | 2009 |
| Guyana | 30 janvier | 2003 A | 30 avril | 2003 |
| Honduras | 17 mai | 2005 A | 15 août | 2005 |
| Hongrie | 9 novembre | 1989 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Iles Marshall | 16 octobre | 1995 A | 14 janvier | 1996 |
| Inde | 15 octobre | 1999 A | 13 janvier | 2000 |
| Iran* | 30 octobre | 2009 A | 28 janvier | 2010 |
| Irlande | 10 septembre | 2004 A | 9 décembre | 2004 |
| Islande | 28 mai | 2002 A | 26 août | 2002 |
| Italie | 26 janvier | 1990 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Jamaïque* | 19 août | 2005 | 17 novembre | 2005 |
| Japon | 24 avril | 1998 A | 23 juillet | 1998 |
| Jordanie | 2 juillet | 2004 | 30 septembre | 2004 |
| Kazakhstan | 24 novembre | 2003 A | 24 février | 2004 |
| Kenya | 21 janvier | 2002 A | 21 avril | 2002 |
| Kiribati | 17 novembre | 2005 A | 16 février | 2006 |
| Koweït | 30 juin | 2003 A | 28 septembre | 2003 |
| Lettonie | 4 décembre | 2002 A | 4 mars | 2003 |
| Liban | 16 décembre | 1994 A | 16 mars | 1995 |
| Libéria | 5 octobre | 1995 | 3 janvier | 1996 |
| Libye | 8 août | 2002 A | 6 novembre | 2002 |
| Liechtenstein | 8 novembre | 2002 A | 6 février | 2003 |
| Lituanie | 30 janvier | 2003 A | 30 avril | 2003 |
| Macédoine | 5 août | 2007 A | 5 novembre | 2007 |
| Mali | 29 avril | 2002 A | 28 juillet | 2002 |
| Malte | 20 novembre | 2001 A | 18 février | 2002 |
| Maroc | 8 janvier | 2002 | 8 avril | 2002 |
| Maurice | 3 août | 2004 A | 1 ^{er} novembre | 2004 |
| Mauritanie | 17 janvier | 2008 | 16 avril | 2008 |
| Mexique* | 13 mai | 1994 A | 11 août | 1994 |
| Moldova* | 11 octobre | 2005 A | 9 janvier | 2006 |
| Monaco | 25 janvier | 2002 A | 25 avril | 2002 |
| Mongolie | 22 novembre | 2005 A | 20 février | 2006 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) | | Entrée en vigueur | |
|---------------------------------|------------------------------|--------|-------------------------|------|
| Mozambique | 8 janvier | 2003 A | 8 avril | 2003 |
| Myanmar | 19 septembre | 2003 A | 18 décembre | 2003 |
| Namibie | 7 septembre | 2005 A | 6 décembre | 2005 |
| Nauru | 11 août | 2005 A | 9 novembre | 2005 |
| Nicaragua | 4 juillet | 2007 A | 2 octobre | 2007 |
| Nioué | 22 juin | 2009 A | 20 septembre | 2009 |
| Norvège | 18 avril | 1991 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Nouvelle-Zélande | 10 juin | 1999 | 8 septembre | 1999 |
| Oman | 24 septembre | 1990 A | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Ouzbékistan | 25 septembre | 2000 A | 24 décembre | 2000 |
| Pakistan | 20 septembre | 2000 A | 19 décembre | 2000 |
| Palaos | 4 décembre | 2001 A | 4 mars | 2002 |
| Panama | 3 juillet | 2002 A | 1 ^{er} octobre | 2002 |
| Paraguay | 12 novembre | 2004 A | 10 février | 2005 |
| Pays-Bas* | 5 mars | 1992 | 3 juin | 1992 |
| Pérou | 19 juillet | 2001 A | 17 octobre | 2001 |
| Philippines | 6 janvier | 2004 | 5 avril | 2004 |
| Pologne | 25 juin | 1991 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Portugal | 5 janvier | 1996 A | 4 avril | 1996 |
| Qatar | 18 septembre | 2003 A | 17 décembre | 2003 |
| République tchèque | 10 décembre | 2004 | 10 mars | 2005 |
| Roumanie | 2 juin | 1993 A | 31 août | 1993 |
| Royaume-Uni | 3 mai | 1991 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Ile de Man | 8 février | 1999 | 7 mai | 1999 |
| Russie | 4 mai | 2001 | 2 août | 2001 |
| Sainte-Lucie | 20 mai | 2004 A | 18 août | 2004 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 9 octobre | 2001 A | 7 janvier | 2002 |
| Sénégal | 9 août | 2004 A | 7 novembre | 2004 |
| Serbie | 2 mars | 2005 A | 31 mai | 2005 |
| Seychelles | 24 janvier | 1989 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Slovaquie | 8 décembre | 2000 A | 8 mars | 2000 |
| Slovénie | 18 juillet | 2003 A | 16 octobre | 2003 |
| Soudan | 22 mai | 2000 A | 20 août | 2000 |
| Suède | 13 septembre | 1990 | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Suisse | 12 mars | 1993 | 10 juin | 1993 |
| Swaziland | 17 avril | 2003 A | 16 juillet | 2003 |
| Syrie | 24 mars | 2003 A | 22 mars | 2003 |
| Tadjikistan | 12 août | 2005 A | 10 novembre | 2005 |
| Togo | 10 mars | 2003 A | 8 juin | 2003 |
| Tonga | 6 décembre | 2002 A | 6 mars | 2003 |
| Trinité-et-Tobago | 27 juillet | 1989 A | 1 ^{er} mars | 1992 |
| Tunisie | 6 mars | 1998 A | 4 juin | 1998 |
| Turkménistan | 8 juin | 1999 A | 6 septembre | 1999 |
| Turquie* | 6 mars | 1998 | 4 juin | 1998 |
| Ukraine | 21 avril | 1994 | 20 juillet | 1994 |

| Etats parties | Ratification Adhésion (A) | Entrée en vigueur | | |
|---------------|------------------------------|-------------------|--------------|------|
| Uruguay | 10 août | 2001 A | 8 novembre | 2001 |
| Vanuatu | 18 février | 1999 A | 19 mai | 1999 |
| Vietnam | 12 juillet | 2002 A | 10 octobre | 2002 |
| Yémen | 30 juin | 2000 A | 28 septembre | 2000 |

* Réserves et déclarations.

Les réserves et déclarations ne sont pas publiées au RO. Les textes en anglais pourront être consultés à l'adresse du site Internet de l'Organisation maritime internationale (OMI): <http://www.imo.org/> ou obtenus à la DDIP/DFAE, Section des traités internationaux, 3003 Berne.
